

Décentralisation et liberté budgétaire

**Les revendications des Départements
et des collectivités locales enfin entendues (?)**

Le Président de la République qui réaffirme sa volonté de faire « une vraie décentralisation ». La Première ministre qui renonce au dispositif de sanctions financières à l'encontre des collectivités locales. Près d'un mois et demi après les Assises de Départements de France et les nombreuses sessions de travail avec le chef de l'État et son gouvernement, la situation évolue !

En ces temps de crise, plus que jamais, les Départements pourront agir concrètement pour les Français ! Comment continuer d'investir alors que les charges imposées par l'État augmentent et que nos recettes diminuent quand elles ne sont pas régulièrement menacées ? Comment expliquer à nos concitoyens que nous, qui sommes en première ligne des solidarités humaines et territoriales, nous n'avons pas ou peu de pouvoir décisionnaire dans des domaines qui nous concernent directement : la petite enfance, les allocations de solidarité ou l'aide aux personnes dépendantes ? Il n'y a pas de liberté locale sans liberté budgétaire !

DF se réjouit donc de voir Elisabeth Borne renoncer aux dispositifs de sanctions sur nos trajectoires budgétaires et décider de faire confiance aux grandes collectivités pour limiter leurs dépenses de fonctionnement.

« Nous avons bien conscience que le Parlement n'est pas pour rien dans cette décision. Mais cela fait aussi des mois que nous le répétons : les Départements sont conscients de la situation financière globale et acceptent de prendre leur part dans le redressement des finances publiques », analyse François Sauvadet, Président de Départements de France. Et de rajouter : « Mais il faut que l'Etat prenne conscience de nos difficultés. Nous avons démontré au Gouvernement que même les Départements qui à l'époque n'avaient pas signé les contrats de Cahors avaient fait le choix du sérieux budgétaire. Nous l'avons appelé à nous faire confiance, à lâcher prise et à mettre effectivement nos moyens en adéquation avec l'évolution des charges qu'il nous impose. Nous y sommes presque ! »

Il faudra continuer à travailler sur l'évolution de nos ressources pour faire face, car de nombreux Départements sont en difficulté. Il n'y aura pas d'efficience locale sans autonomie fiscale. Nous nous sommes prêts à travailler à une véritable décentralisation que nous réclamons, et que le Président de la République envisage. Non pas une énième loi de réorganisation des compétences territoriales, mais bien un changement de culture et de doctrine, une nouvelle ambition. Un véritable transfert de compétences, de responsabilités, de pouvoir normatif et de financement est maintenant nécessaire. Nous lui demandons de mettre en œuvre cette révolution de l'organisation territoriale et sommes prêts à prendre toute notre part dans ces réflexions.